

## LE 24 NOVEMBRE : GRÈVE D'ANS TOUTE L'ÉDUCATION

Dégradation des conditions de travail révélée par « l'opération-vérité » du SNES sur la rentrée 2009, nouvelles suppressions de postes, développement de la précarité, promesses non tenues sur la revalorisation des personnels de l'Éducation, abandon de toute ambition pour le collège et le lycée : le SNES et la FSU appellent à la grève le mardi 24 novembre. La CGT Educ' Action et Sud Éducation appellent à la grève ce même jour.

### LE SNES REVENDIQUE

**COÛT D'UN CERTIFIÉ 1<sup>RE</sup> ANNÉE**  
31 000 euros

**SALAIRE CERTIFIÉ DÉBUT DE CARRIÈRE**  
1,2 fois le SMIC

**BAISSE DE LA TVA DANS LA RESTAURATION**  
2,5 à 3 milliards d'euros/an

**LOI TEPA**  
11 milliards d'euros/an

#### AMÉLIORER L'ÉCOLE ET REVALORISER LES SALAIRES

À un moment où depuis plusieurs années les effectifs d'élèves augmentent dans le second degré, l'accélération des suppressions d'emploi est reçue comme une véritable provocation. Quant à la revalorisation si souvent promise, elle ne trouve pas dans ce projet de budget les moyens d'être à la hauteur des attentes. De plus, rien n'est prévu pour une augmentation de la valeur du point d'indice, pourtant seul moyen de maintenir le pouvoir d'achat de tous en 2010.

#### UNE RÉFORME AMBITIEUSE DU LYCÉE ET POUR UN COLLÈGE DE LA RÉUSSITE POUR TOUS LES ÉLÈVES

**EFFECTIFS DE CLASSE**  
66,4 % des enseignants estiment qu'ils ont augmenté

Alors que les « pistes » présentées par le ministre pour le lycée s'inscrivent dans une réduction des horaires disciplinaires et l'accroissement de l'autonomie des établissements, le SNES avec les syndicats du second degré de la FSU revendiquent une autre réforme pour assurer la démocratisation du second degré : cela nécessite un véritable investissement éducatif. Le projet de budget 2010 y tourne résolument le dos. Construire un collège de la réussite pour tous impose de rompre avec la logique de la loi de 2005, son socle commun, son livret de compétences, de l'abandon de l'éducation prioritaire, du glissement des missions des personnels, de l'accompagnement éducatif déconnecté du travail en classe, de la mise en concurrence des établissements, de la suppression de la carte scolaire. Là encore le projet de budget devrait au contraire prendre la mesure des difficultés du collège et permettre les conditions de la réussite de tous.



**SUPPRESSIONS DE POSTES PRÉVUES AU BUDGET 2010**  
16 300 dans l'éducation dont 6 500 dans le secondaire  
**SUPPRESSIONS DEPUIS 2003**  
45 000 postes dans le secondaire

#### DES RECRUTEMENTS MASSIFS ET L'ARRÊT DE LA PRÉCARITÉ

Faute d'un recrutement suffisant, les besoins du système éducatif, en particulier pour le remplacement, conduisent à une diminution de l'offre de formation et à un recours sans cesse plus important à la précarité. Assurer une éducation de qualité et porteuse d'avenir impose au contraire d'augmenter massivement le nombre de recrutements, afin, au moins, de couvrir le nombre de départs à la retraite.

**L'ÉDUCATION : une valeur SÛRE !**

POUR L'ÉCOLE - POUR NOS MÉTIERS

**MARDI 24 NOVEMBRE GRÈVE NATIONALE**

à l'appel de la FSU

**Exigeons un autre budget**

- POUR la revalorisation de nos salaires et de nos métiers
- POUR une véritable réforme de la formation des maîtres
- POUR des recrutements massifs
- POUR une réforme ambitieuse du lycée et un collège de la réussite pour tous
- POUR l'amélioration des conditions de travail et d'étude
- POUR le respect de nos statuts

Sud éducation et CGT éducation appellent à la grève le même jour

AVEC LE SNES EN GRÈVE DANS LE SECOND DEGRÉ

#### L'AMÉLIORATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

L'opération vérité l'a montré : les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves

**CHARGE DE TRAVAIL**  
Elle augmente selon 85 % des collègues

L'opération vérité l'a montré : les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves se dégradent. Augmentation des effectifs de classe là où il faudrait des dédoublements, des petits effectifs pour prendre en charge réellement les difficultés et prévenir l'échec ; alourdissement de la charge de travail ; remise en cause des décharges statutaires (première chaire, coordonnateurs) ou des

**COMPLÉMENT DE SERVICE**  
Plus fréquents selon 52 % des collègues

enseignements (options, chorale) ; pression sur les heures supplémentaires ; multiplication des compléments de service ; dégradation des conditions de travail dans les vies scolaires. La coupe est pleine !

Refusons le « travailler plus », dans des conditions de plus en plus précaires et difficiles, qui justifie les coupes budgétaires...

**Le 24 novembre, exigeons un autre budget pour une autre politique éducative !**

### CO-Psy et DCIO : rassemblement national le 13 novembre



Le MEN a décidé d'ouvrir, enfin, des discussions avec la profession sur la définition/redéfinition de nos missions, se gardant la possibilité d'ouvrir ultérieurement les autres dossiers (recrutement et revalorisation en particulier). L'enjeu est d'importance : la loi prévoit la possibilité de faire entrer dans l'École des organismes extérieurs labellisés ; l'implication des ensei-

gnants dans l'accompagnement et le conseil est fortement requise par les nouveaux textes ; la situation des recrutements est catastrophique. S'agira-t-il de limiter l'intervention des CO-Psy à l'extérieur de l'École, aux élèves qui sortent sans qualification voire, comme le réclament certains, aux demandeurs d'emploi ? N'y aura-t-il comme avenir pour les CIO qu'une dilution progressive dans des plateformes régionales multiservices ? Ce n'est pas l'évolution que souhaite le SNES car ce n'est l'intérêt ni des jeunes ni des personnels. Conscient des réelles conditions d'exercice des collègues et porteur de leurs attentes, le SNES défend le maintien du statut mais il n'est pas pour la *statu quo* ! Il demande une circulaire sur les missions, correspondant à l'article 2 de notre statut, tenant compte de la réalité et de la complexité du travail sur le terrain et non inspirée par une vision technocratique et erronée de ce que nécessitent l'élaboration des projets d'avenir et la réussite scolaire.

**Il organise un rassemblement national le 13 novembre pour une opération vérité, au cours duquel nous porterons, ensemble l'état des lieux des académies.** Faisons remonter les besoins de nos CIO, de nos académies ; portons les motions adoptées en CA et les pétitions des établissements, dénonçons les dérives qui nous empêchent de faire notre métier. ■ Catherine Remermier

Pour tous renseignements, contacter le S3, le secteur CO-Psy national (cio@snes.edu) ou consulter le site : <http://www.snes.edu/Le-Vendredi-13-Novembre-a-PARIS.html>

